



Communiqué de presse

Luxembourg, le 6 septembre 2016

Soutien de l'UE en faveur du Monténégro: des besoins satisfaits, mais un impact insuffisant, selon les auditeurs de la Cour

Le soutien apporté par l'Union européenne au Monténégro, alors que les négociations sur l'adhésion de ce dernier à l'UE sont en cours, a efficacement encouragé les changements législatifs et contribué à la mise en place d'institutions civiles, d'après un nouveau rapport de la Cour des comptes européenne. Toutefois, les progrès ont été lents et les autorités nationales ont parfois manqué d'empressement à mener des réformes.

Les auditeurs se sont intéressés au soutien apporté par l'UE en vue du renforcement des capacités administratives au Monténégro. Ils ont examiné 19 projets relevant de trois secteurs principaux – la réforme de l'administration publique, les transports et l'environnement – et ont conclu que ces projets avaient permis de satisfaire des besoins importants, mais que leur efficacité avait souvent pâti du fait que les réalisations n'avaient pas été pleinement utilisées ou avaient été laissées sans suites par les autorités monténégrines. Pour la majorité des projets, les autorités nationales n'étaient pas clairement tenues d'assurer la continuité des investissements de l'UE ni de les mettre à profit.

«Le Monténégro progresse sur la voie de l'intégration européenne», a déclaré M. Hans Gustaf Wessberg, le Membre de la Cour des comptes européenne responsable du rapport. «Toutefois, la rapidité des réformes dépend, entre autres, de la détermination des autorités nationales à faire en sorte que le soutien de l'UE soit pleinement efficace.»

Dans la plupart des cas, les projets étaient bien gérés et bien coordonnés, et ils tenaient compte des travaux effectués par d'autres donateurs, d'après les auditeurs. Ceux-ci ont toutefois relevé des chevauchements ainsi que d'autres cas dans lesquels le partage d'informations avec des projets couvrant plusieurs pays candidats à l'adhésion pourrait être amélioré. Si la Commission a bien assuré un suivi des progrès accomplis, l'évaluation était qualitative et des secteurs différents de l'administration publique ont été examinés, de sorte qu'il s'est avéré difficile de mesurer l'amélioration des capacités administratives sur la durée.

Les mécanismes de dialogue politique ont fonctionné correctement mais, dans d'importants domaines de l'administration publique tels que l'environnement et la lutte contre la corruption, les réformes ne portent que lentement leurs fruits, soulignent les auditeurs. Les progrès limités dans des domaines clés étaient souvent dus au manque d'empressement des autorités nationales à mener des réformes. La Commission dispose des outils

L'objectif de ce communiqué de presse est de présenter les principaux messages du rapport spécial adopté par la Cour des comptes européenne.

Celui-ci est disponible dans son intégralité sur le site www.eca.europa.eu.

ECA Press

Mark Rogerson – Porte-parole T: (+352) 4398 47063

Damijan Fišer – Attaché de presse T: (+352) 4398 45410

12, rue Alcide De Gasperi - L-1615 Luxembourg

E: press@eca.europa.eu @EUAuditorsECA eca.europa.eu

M: (+352) 691 55 30 63

M: (+352) 621 55 22 24

nécessaires pour encourager les réformes, mais la question de savoir si et comment ces outils seront utilisés dans l'éventualité où les nouvelles lois et institutions soutenues par l'UE ne donneraient pas de résultats demande à être éclaircie.

Les auditeurs ajoutent que la Commission n'a pas pleinement exploité les possibilités offertes par la décentralisation de la gestion des fonds, qui aurait pourtant pu contribuer utilement au renforcement des capacités administratives par le transfert de connaissances.

Pour améliorer les capacités administratives du Monténégro, le rapport **recommande** à la Commission:

- de veiller à la pertinence du soutien au niveau régional et d'améliorer la coordination entre les actions nationales et régionales;
- d'inviter les autorités nationales à s'engager concrètement à mettre à profit les réalisations des projets et à assurer la continuité des résultats, et de tenir compte du respect des engagements au moment de décider dans quels domaines investir les futures aides;
- de tirer des enseignements des initiatives actuelles afin de mettre au point de meilleurs outils pour mesurer les progrès accomplis dans l'amélioration des capacités administratives;
- d'exploiter pleinement les outils permettant de faire avancer les réformes et de rendre compte des actions menées;
- de recourir à la gestion décentralisée pour diffuser les bonnes pratiques administratives.

Remarques à l'intention des journalistes

En 2010, le Monténégro a obtenu le statut de pays candidat à l'adhésion à l'UE, et, en juin 2012, le Conseil a adopté un cadre de négociation, à la suite de quoi les négociations d'adhésion ont été engagées. Vingt-quatre des 35 chapitres de négociation ont été ouverts, dont deux provisoirement clôturés.

La Commission soutient le Monténégro dans la mise en place d'institutions et le renforcement de ses capacités administratives afin qu'il devienne un pays pleinement démocratique et économiquement développé. L'aide de préadhésion de l'UE est à la fois financière, dans le cadre de l'instrument d'aide de préadhésion, et non financière, à travers les mécanismes de dialogue politique.

Sur la période 2007-2013, l'UE a octroyé au Monténégro une aide financière de 235,7 millions d'euros destinée à la préparation de son adhésion. Fin 2015, 76 % de ce montant faisait l'objet de contrats. Pour la période 2014-2020, les dotations financières indicatives allouées à ce pays s'élèvent à 270,5 millions d'euros. Le Monténégro a également accès à des programmes et à des projets financés par des programmes multi-bénéficiaires ciblant l'ensemble de la région des Balkans occidentaux et la Turquie.

Le rapport spécial n° 20/2016 intitulé «Renforcement des capacités administratives au Monténégro: la situation s'améliore, mais reste perfectible dans bien des domaines clés» est disponible dans 23 langues de l'UE.